

LE MEILLEUR HOMMAGE À LA MÈRE D'UN HÉROS

Carmen Nordelo Tejero, la douloureuse mère du Héros de la République de Cuba, Gerardo Hernández Nordelo, injustement condamné à deux prisons à vie plus quinze ans d'incarcération, est décédée hier.

Le plus insolite, c'est que, voilà à peine douze jours, la justice yankee a libéré Santiago Álvarez Fernández-Magriñá, condamné pour détention de plus de mille cinq cent armes de guerre, grenades à main et autres moyens destinés aux plans terroristes contre notre peuple. Il s'agissait du second lot d'arme saisi à l'agent de la CIA qui a consacré, au service de l'administration étasunienne, une bonne partie de sa vie au terrorisme contre Cuba.

Il vaudrait la peine que les conseillers de Barack Obama, qui diffusent tant ses discours à la télévision, réclament pour lui montrer une copie de la vidéo de la Table ronde télévisée de CubaVisión qui a abordé la question de la peine ridicule infligée à Santiago Álvarez pour la détention de ces quinze cents armes et pour le lot antérieur d'environ trois cents : à peine quatre ans de privation de liberté dans une prison de sécurité minima, le pire étant la réduction de peine dont il a bénéficié après avoir révélé au parquet étasunien l'existence d'un autre lot d'armes encore plus grand ! Cet individu avait par ailleurs dépêché un groupe qui s'est infiltré à Cuba et auquel il avait confié la mission, entre autres, de placer une charge d'explosifs dans le cabaret Tropicana, toujours bourré de spectateurs. Nous possédons des preuves documentaires irréfutables de ces instructions.

Un autre terroriste d'origine cubaine, Roberto Ferro, allié de la mafia terroriste de Posada Carriles et de Santiago Álvarez, avait été arrêté en juillet 1991 en possession de trois cents armes à feu, détonateurs et explosifs plastic, et condamné à deux ans de prison. En avril 2006, il a de nouveau été arrêté en possession de 1 751 armes et grenades, camouflées chez lui. Il a été condamné à cinq ans de prison.

On ne dira jamais assez le cynisme de la politique étasunienne qui inscrit Cuba sur sa liste des pays terroristes, lui applique exclusivement une loi assassine, dite d'Ajustement cubain, et lui impose un blocus économique qui interdit de nous vendre des équipements médicaux et des médicaments.

Hier, la Table ronde télévisée, tout en énumérant les crimes de Santiago Álvarez, a montré des programmes de télévision de Miami au cours desquels un agent patenté des États-Unis, Antonio Veciana, racontait les plans qu'il avait tramés pour assassiner à l'arme à feu et aux explosifs des dirigeants cubains, dont Camilo Cienfuegos et el Che, qui étaient à mes côtés à un meeting réunissant des centaines de milliers de personnes devant l'ancien Palais présidentiel, ou pour m'assassiner à l'occasion d'une conférence de presse que je donnais au Chili pendant ma visite au président Salvador Allende. En fin de compte, comme l'avoue ce mercenaire, les assassins au service de la CIA prirent peur dans les deux cas au moment d'agir. Et il ne s'agit là que de deux des si nombreux plans d'assassinats du gouvernement étasunien.

On peut se souvenir de ces méfaits en conservant son sang froid, à moins que, comme c'est le cas, le récit ne coïncide avec la nouvelle du décès, au terme d'une longue maladie, d'une maman aussi honnête et courageuse que Carmen Nordelo Tejera, dont le fils a été injustement et cruellement condamné à deux perpétuités plus quinze ans, isolé dans une prison de sécurité

maximale. Quelle douleur plus sévère pouvait-elle souffrir que la prison injuste de son fils pour des crimes qu'il n'a jamais commis ?

On ne saurait déposer une fleur sur son cercueil sans dénoncer une fois de plus le cynisme répugnant de l'Empire !

À quoi s'ajoute une autre nouvelle sinistre, connue cette même après-midi : la signature officielle de l'accord aux termes duquel les États-Unis imposent sept bases militaires en plein cœur de Notre Amérique, menaçant par là non seulement le Venezuela, mais tous les peuples du Centre et du Sud de notre continent. Et ce n'est pas Bush qui a signé cet accord, mais bel et bien Barack Obama, violant des normes légales, constitutionnelles et morales, alors que le monde connaît parfaitement les fruits de la funeste base yankee de Palmerola au Honduras ; et c'est encore sous son administration qu'a eu lieu le putsch militaire contre le gouvernement de ce pays centraméricain.

On n'a jamais traité les peuples latino-américains avec plus de mépris.

Cuba sait pertinemment qu'une fois que les États-Unis imposent une de leurs bases militaires, ils repartent si ça leur chante ou ils restent par la force, comme ils le font à Guantánamo depuis plus de cent ans maintenant. Et où ils ont installé un centre de tortures odieux dans les geôles duquel souffrent toujours de nombreux détenus et que le Prix Nobel flamboyant neuf n'a toujours pas pu éliminer.

La rétrocession de la base de Manta en Équateur a été suivie aussitôt de l'officialisation des sept bases militaires imposées au peuple colombien, sous prétexte de lutte contre le commerce de drogues qui, terrible séquelle du paramilitarisme, est né du gigantesque marché de la cocaïne et d'autres substances que constituent les États-Unis.

Les Yankees ont installé des bases militaires en Amérique latine bien avant l'apparition des drogues, à des fins interventionnistes. Cuba a prouvé durant un demi-siècle qu'il est possible de lutter et de résister. Le président des États-Unis se leurre, et ses conseillers avec lui, s'il poursuit sur cette route du mépris sordide envers les peuples latino-américains.

Nos sentiments penchent sans hésitation pour le peuple bolivarien du Venezuela, pour son président Hugo Chávez et son ministre des Affaires étrangères, qui ont dénoncé le pacte militaire infâme imposé au peuple colombien et dont les auteurs n'ont même pas encore eu le courage de révéler les clauses expansionnistes. Cuba continuera de coopérer avec les programmes de santé, d'éducation et de développement social des pays frère qui, malgré les obstacles, les avancées et les reculs, seront toujours plus irréductiblement libres. Comme le disait Lincoln : « ...vous ne pouvez pas leurrer tout un peuple tout le temps. » Nous ne ferons pas que déposer des fleurs sur la tombe de Carmen Nordelo. Nous poursuivrons notre lutte inlassable pour la liberté de Gerardo, d'Antonio, de Fernando, de Ramón et de René, en démasquant l'hypocrisie et le cynisme infinis de l'Empire, en défendant la vérité !

Ce n'est qu'ainsi que nous honorerons la mémoire de la légion de mères et d'épouses qui, comme elle, ont sacrifié le meilleur et le plus précieux de leurs vies pour la Révolution et le Socialisme.

- Fidel Castro Ruz,
Le 3 novembre 2009